



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 15 octobre 2026

**Deuxième édition des Etats généraux de la santé mentale des femmes
ce vendredi 16 octobre**

**De l'invisibilisation à l'action : faire de la santé mentale des femmes
une priorité collective**

A quelques mois de l'élection présidentielle, des états généraux pour imposer le sujet dans le débat public alors que 6 femmes sur 10 estiment que les conséquences des violences faites aux femmes sur la santé physique et mentale ne sont aujourd'hui pas suffisamment prises en compte par les politiques publiques¹

Alors que la santé mentale demeure Grande Cause nationale en 2026, une question reste entière : quelle place occupent réellement les femmes dans les politiques publiques de santé mentale ? À quelques mois de l'élection présidentielle de 2027, la 2^e édition des États Généraux de la santé mentale des femmes, organisée le 16 octobre au GHU Paris Psychiatrie & Neurosciences, entend faire de cette question un rendez-vous politique et de santé publique avant la prochaine échéance présidentielle.

Violences sexistes et sexuelles, précarité, handicap, exil, racisme, discriminations, difficultés d'accès aux soins : ces réalités ne sont pas périphériques. Elles façonnent les parcours de santé mentale des femmes et interrogent directement les politiques de prévention, de soin, de protection et de réparation.

Quatre angles morts au cœur de l'édition 2026

La journée mettra en débat quatre priorités qui appellent des réponses publiques concrètes : **agir plus tôt auprès des filles et des adolescentes ; rendre les parcours réellement accessibles aux femmes en situation de handicap ; cesser de dissocier santé mentale et conditions de vie ; mieux articuler prévention, protection, justice, soins et réparation face aux violences et au psychotraumatisme.**

Ce dernier enjeu prend une résonance particulière dans le contexte de la **loi intégrale contre les violences sexuelles et sexistes faites aux femmes et aux enfants** votée en première lecture par l'Assemblée nationale le 13 octobre. Un enjeu essentiel alors que **plus de 6 femmes sur 10 estiment que les conséquences des violences faites aux femmes sur la**

¹ Sondage OMNICOM pour la Fondation des Femmes, réalisé en février 2026, publié le 15 octobre 2026 Perceptions et priorités en matière de santé des femmes : [LIEN](#)

santé physique et mentale ne sont aujourd'hui pas suffisamment prises en compte par les institutions et les politiques publiques ([sondage OMNICO pour la Fondation des Femmes](#)).

La Coalition féministe et enfantiste pour une loi intégrale sera représentée lors du grand débat de fin de journée consacré aux réponses institutionnelles face aux violences et au psychotraumatisme.

Faire de 2026 un point de bascule

Pour LOBA et ses partenaires, l'enjeu n'est désormais plus uniquement de documenter les inégalités : il s'agit de les traduire en choix de politiques publiques. Le GHU Paris, en tant qu'acteur majeur de la santé du cerveau et la santé mentale, et dont le siège est l'hôpital Sainte-Anne, se positionne comme un terrain d'innovation et d'expérimentation utile à des initiatives, répliques dans les territoires et mesures d'impacts pour soutenir et modéliser les choix politique à conduire.

Les États Généraux défendent une conviction : il ne peut y avoir de politique ambitieuse de santé mentale sans prise en compte du genre, des violences et des conditions concrètes de vie des femmes. À l'approche de 2027, cette édition entend faire émerger des priorités claires pour nourrir durablement les politiques nationales de santé, d'égalité et de lutte contre les violences.

Après le temps de l'invisibilisation et du constat, vient celui de l'action publique.

*Comité d'organisation et de pilotage des Etats Généraux de la Santé Mentale des Femmes
LOBA – Fondation des Femmes – GHU Paris Psychiatrie & Neurosciences*

Contact presse : presse@fondationdesfemmes.org

Agence TBWA \ Corporate

Léa Morales – 06 30 69 50 16 – lea.morales@omc.com

Thibault Gentil – 06 76 21 42 05 – thibault.gentil@omc.com